

Dans l'ensemble nous ne pouvons que nous féliciter des décisions prises par le C.C.N. des 24 et 25 février. Regrettons toutefois que ces revendications n'aient pas été mises en avant lors des grèves de novembre 47 et de septembre 48. A ces époques, elles auraient été capables de mobiliser la classe ouvrière dans sa quasi unanimité. Dès 1944, alors que par Frachon et les Jouhaux menaient la politique de la production, nous demandions le retour intégral à la semaine de 40h. Nous sommes fort aises que la majorité de la CGT ait repris ce mot d'ordre. Nous avons dit, et nous redisons, que la seule façon de lutter contre le chômage est de diminuer la semaine de travail. Le travail disponible doit être partagé entre tous les ouvriers sans changer leurs salaires.

Nous sommes d'accord sur la constitution de caisses de chômage, mais un point ne nous paraît pas juste: "Le C.C.N. demande que toutes les dépenses résultant de l'aide aux chômeurs soient prises en charge par l'état". Nous estimons que ce sont les salariés qui paient le plus d'impôts, il est inadmissible qu'ils supportent les frais du chômage dont la responsabilité incombe uniquement au patronat. Que les patrons paient les ouvriers qu'ils ne veulent pas faire travailler.

Nous sommes solidaires de la décision prise en vue du calcul du minimum vital. Nous avons toujours expliqué qu'il devait être calculé suivant les besoins du salarié sans

tenir compte de l'état des finances patronales. Mais la résolution aurait dû être plus précise: Dire "le minimum vital doit être calculé de façon à ramener le niveau de vie des salariés à une situation moins restrictive et plus normale", laisse la voie ouverte à tous les sous-entendus. La preuve en est que, dans les revendications mises en avant par le C.C.N., le minimum vital est à 15.500 frs.

Si toutes ces revendications sont pleinement justifiées, il faut voir concrètement comment nous les ferons aboutir.

Ces revendications ne seront arrachées que par une lutte d'ensemble de la classe ouvrière. Dans la période actuelle, tout le monde sait qu'il est impossible de mobiliser les travailleurs tous ensemble. Le problème essentiel est donc de ressouder le front d'action de la classe ouvrière; ce n'est faisable qu'en expliquant nos mots d'ordre et en nous attachant à faire triompher de petites revendications d'atelier, de département, ou d'usine.

Cette lutte sera très dure vu le raidissement patronal. Les grèves partielles pourront échouer. Mais, au travers de ces actions, nous devons avoir un objectif principal: redonner confiance aux ouvriers dans leur propre force.

Ils retrouveront cette confiance en décidant démocratiquement, tous ensemble, de nos revendications et de nos moyens de lutte.

Notre principal mot d'ordre est, plus que jamais:

UNITE D'ACTION !

LES BRAVES GARDES REPUBLICAINS OU LA DEFENSE DE L'ETAT BOURGEOIS

Dans le journal de la cellule des Forges du P.C.F. on parle de trois braves gardes "républicains" qui ont refusé de partir pour l'Indochine. Et le journal de se solidariser avec ces "trois braves", etc... de glorifier la garde républicaine et le reste.

Cela vous a un petit air de "la police avec nous". Ce serait comique si ce n'était tragique. Que les flics à la solde de Moch refusent d'aller se faire casser la pipe, est une chose, les en féliciter en est une autre.

S'ils ont refusé de partir c'est que, là-bas, ils se font tirer dessus et ont peur pour leurs os, mais ils ont moins d'hésitation quand il s'agit de taper sur les mineurs ou sur des manifestants.

Ce que le journal ne dit pas, c'est que le jugement a été rendu avec sursis; s'il s'était agi d'un pauvre 2e classe, il aurait écopé du conseil de guerre et s'en serait tiré avec 10 ou 15 ans de forteresse. Dans ce cas la bourgeoisie sait reconnaître les bons services rendus.

Sous prétexte de s'attirer des alliés partout et n'importe comment, on se fabrique des verges pour se faire fouetter. N'est-ce pas, les gars qui étaient à Passy et qui criaient "la police avec nous" !

PAS UN SEUL JOURNAL GAULLISTE A L'USINE!

Profitant du découragement et de la division de la classe ouvrière, l'audace des gaullistes ne connaît plus de bornes. Hier encore, deux réunions publiques organisées par le R.D.R. et par le P.C.F. se voyaient perturbées par une bande d'énergumènes à la solde du grand Charles.

Dans les entreprises, en particulier chez Renault, la presse gaulliste pénètre chaque semaine par dizaines et dizaines d'exemplaires.

Le gaullisme est aujourd'hui le plus grand danger pour la classe ouvrière. Il faut être atteint de crétinisme parlementaire pour croire qu'un simple bulletin de vote repoussera l'apprenti dictateur. C'est par la lutte physique que nous écraserons les futurs distributeurs de coups de trique.

Organisons le dépistage des diffuseurs du soi-disant "Rassemblement Ouvrier". Que disparaisse cette presse qui, au nom de la sacrosainte démocratie (bourgeoise) emprisonnera et déportera les militants ouvriers. Dans certains ateliers cette action s'organise, intensifions-la. Pour ne plus que des gaullistes au nom de la démocratie essaient d'interdire des réunions ouvrières, formons nos groupes d'auto-défense. Ces groupes seront le meilleur rempart contre le fascisme et nous permettront d'écraser dans l'oeuf ceux qui ne rêvent que plaies et bosses pour pouvoir surexploiter la classe ouvrière.